

BANQUES

Bank One doublement primée par CFI.co

● **Mark Watkinson (CEO) :**
« Des bases solides »

Bank One s'est vue décerner les titres de "Best Corporate Bank 2020" (océan Indien) et de "Best International Banking Services 2020" (océan Indien) par la publication spécialisée *Capital Finance International* (CFI.co). Nommée dans ces deux catégories, elle s'est distinguée par ses services à haute valeur ajoutée, son approche centrée sur les besoins de ses clients et sa résilience face aux défis du secteur bancaire. « *Aujourd'hui, alors que nous sommes témoins de grands changements dans tous les secteurs d'activité liés à la crise de la Covid-19, nous sommes fiers d'avoir des bases solides pour accompagner et soutenir nos clients dans ces moments difficiles* », affirme Mark Watkinson, CEO de Bank One.

Au cours de l'année financière 2019, les services bancaires internationaux ont incorporé de nouveaux produits et étendu leurs services dans de nouvelles zones géographiques afin de répondre au mieux aux exigences d'un marché croissant et dynamique. Selon Carl Chirwa, Head of International Banking, cette distinction témoigne aussi de la stratégie adoptée par la banque ces dernières années pour développer une offre étoffée de services commerciaux destinée aux institutions financières de premier rang en Afrique subsaharienne. « *Nous voyons un créneau porteur à ce niveau,*



en particulier pour soutenir ce segment peu desservi en créant de la valeur durable et des relations de longue durée avec les banques commerciales du continent. Notre stratégie vise également à tirer parti de la situation géographique de Bank One à Maurice, qui reste le centre financier international préféré de l'Afrique subsaharienne et qui est le seul pays de la région à avoir obtenu une note de solvabilité élevée, pour attirer les investissements étrangers directs et les flux commerciaux vers le sous-continent. »

BLANCHIMENT - LISTE NOIRE DE L'UE | La firme Axis

« Good legal grounds for to contest this decision »

● **Jason Harel (BLC Robert & Associates) :** « The UE has not demonstrated in any manner how the deficiencies shall affect the UE market »

Maurice s'est toujours targuée de ne figurer sur aucune liste noire. Pourquoi sommes-nous sur cette liste de 20 pays à hauts risques pour l'Union européenne ? Comment en sortir ? Des opérateurs et avocats questionnent la pertinence de la décision de l'UE. Jean-Claude Permal, COO d'Axis Fiduciary Ltd, évoque des « good legal grounds for Mauritius to contest this decision ».

Jean-Claude Permal intervenait cette semaine sur un panel de spécialistes sur la finance, invités par Axis et le cabinet légal BLC Robert à discuter de la récente décision de l'UE de placer Maurice sur la liste des pays à hauts risques concernant la lutte contre le blanchiment d'argent. L'avocat Jason Harel, Co-founding partner de la firme BLC Robert & Associates, explique pourquoi la décision de l'UE est controversée. Il évoque le non-respect de l'European Charter. « *The first right is the right to be heard and consulted* », lâche-t-il. Or, Bruxelles s'est basée exclusivement sur la liste du GAFI (Group d'action financière) pour placer Maurice parmi les pays à hauts risques.

En outre, l'Union européenne a rendu publique sa nouvelle méthodologie pour identifier les pays à hauts risques « *on the same day* », rendant ainsi impossible pour les Européens d'avoir eu des consultations préalablement avec les autorités mauriciennes. Jason Harel cite, à cet égard, l'article 41 de l'European Charter : « *It includes the right of every person to be heard and provides that a person who could adversely be impacted by a decision must be consulted.* » Ces articles n'ont pas été respectés, dit-il, et Maurice a été informée de la décision de l'UE à travers un article de presse. Jason Harel insiste également sur le « *non-autonomous process to identify high risk coun-*

tries. » Pour lui, si le pays avait été entendu par la Commission européenne, celle-ci aurait pu « *flag out deficiencies so the country could take remedial actions.* » Or, « *the commission did not comply with this and did not complete its autonomous assessment.* »

Jason Harel cite aussi l'article 54 du Treaty of European Union, en particulier le « *principle of proportionality* », arguant que « *it requires a case to case assessment, because it must test whether the deficiencies affect the UE financial system* » car seuls les pays représentant une réelle menace au système financier européen doivent figurer sur la liste. Et Jason Harel d'insister parallèlement sur le « *high*

ENTREPRISES | Comment sortir de la crise

Min Lee (Red Dot) présente quelques solutions pour avancer

● **Se poser les bonnes questions avant de décider de la marche à suivre**

Et si la crise offrait aux entreprises l'opportunité d'innover et de trouver ces relais de croissance qui les porteront « *to the next level* » ? La firme Red Dot, à travers sa CEO, Min Lee, spécialiste en "Design Thinking", en innovation et "serial entrepreneur", est d'avis que « *c'est bel et bien possible* ». Elle donne quelques pistes aux entrepreneurs pour s'adapter à la "new normal".

Grosso modo, votre entreprise doit choisir d'innover à travers deux axes majeurs en cette période de "new normal" : soit vendre vos produits et services à travers de nouveaux canaux digitaux, soit se réinventer complètement en misant sur votre expertise de base (*business pivot*). Min Lee reconnaît que les temps sont difficiles pour beaucoup d'opérateurs, mais s'ils réfléchissent à leurs forces, ils peuvent utiliser leur entreprise actuelle comme base pour créer de nouvelles opportunités et façonner le futur qu'ils souhaitent. Interv-

enant lors d'une conférence organisée par l'Association of Mauritian Manufacturers, elle a d'abord souligné « *qu'il faut être conscient de quel type d'entrepreneur on est ou on veut être* ». Analysant le contexte économique, elle a présenté quatre scénarios de "recovery" possibles : le redressement économique en forme de Z, de V, de U et de L. Les deux premiers étant les plus optimistes et les deux derniers étant les plus pessimistes. Et Min Lee estime que dans le cas de Maurice, ce sera soit le scénario U, soit le L.

La CEO de Red Dot a dit

avoir observé que pendant la crise, beaucoup de compagnies se sont tournées vers le digital et qu'il y a eu un « *increased trust in brands with a purpose* ». La crise a ceci d'intéressant qu'elle a enseigné à toutes les entreprises quels aspects de leur business étaient réellement essentiels et ce n'est que maintenant que l'on assiste à un retour à la normale, a-t-elle dit. Selon Min Lee, beaucoup d'entrepreneurs qu'elle rencontre ayant des problèmes pour écouler leurs produits, lui disent : « *We need to market more.* » Toutefois, a-t-elle précisé, il faut savoir faire la différence entre "product" et "market fit" : « *Beaucoup d'entrepreneurs ne se rendent pas compte de l'importance de leurs produits dans la pérennisation de leur entreprise. Votre produit est-il "fit" pour le marché ? Est-ce que votre produit est vraiment utile pour le consommateur ? Qu'apporte-t-il de plus ? Quelle est la raison d'être de votre produit ?*

Vous devez pouvoir répondre à ces questions. »

Quel degré d'innovation ?

Elle a abordé également le thème de l'innovation : « *How much innovation do you need ? Will you be selling your existing products and services with new digital channels ? Or will you chose a complete business pivot or re-invention ?* » s'est-elle demandé. Pour ceux qui prennent la première option, elle propose plusieurs sites : weebly.com, canva ou encore mips.mu. Elle conseille de « *think about the entire customer journey of the customer, as there were so many complaints during lockdown.* » Selon la CEO de Red Dot, il faut travailler assidument aux cinq étapes essentielles du "customer journey" : "awareness", "consideration", "purchase", "retention" et "advocacy" car « *toute l'expérience d'achat est importante.* »

Réfléchir à ce que vous faites de mieux

Pour les entreprises qui souhaitent un autre type de changement (*business pivot*), Min Lee leur demande de « *clarify your purpose and strengths... what do you do and know better than other companies.* » Parmi les entreprises ayant choisi le "business pivot" à l'échelle mondiale, elle a cité Fujifilm, Singapore Airlines et sa propre entreprise, Playmoolah. Pour se lancer dans ce changement radical, il faut une réflexion stratégique et surtout et avant tout, retourner à la base afin de mieux cerner le rôle futur de votre entreprise : « *Connect with your best customers, and discover their unmet needs and do a brand audit.* » Deuxièmement, elle propose de « *take a mindset of service, rather than constantly pushing for your products.* » Enfin, a-t-elle conseillé : « *Do small*



Min Lee

and cheap experiments to test your assumptions. »

Alam Kasenally de Red Dot prévient, lui, que les entreprises doivent être prêtes pour d'autres confinements dans le futur. « *Si ce n'est pas dans le cadre de la Covid-19, cela pourrait être pour autre chose et les entreprises doivent développer des aptitudes et leur réseau digital afin de rester résilientes dans toutes les situations. C'est la clé.* »

Rubrique animée par MAGALI FRÉDÉRIC

Mauritius



Jason Harel



Jean Claude Permal



Assad Abdullatiff

level political commitment » donné par les autorités mauriciennes. « *The UE has not demonstrated in any manner how the deficiencies shall affect the UE market. Also the timing of the listing, they should have taken into account the impact of Covid-19.* » Et de conclure : « *If the UE had done a proper assessment and done its job properly, then it would have realized that Mauritius is indeed - as required - taking decisive actions to remedy the weaknesses. So under the principle of proportionality they could not have put Mauritius on the list.* »

« Décision unilatérale et injuste »

Que faire alors ? « *To get off the list is very difficult. To stop the UE machinery is difficult, but Mauritius has some rights. Authorities could bring an action before European courts. If they are able to show a prejudice, the decision can be suspended. The government of Mauritius has this right to do it* », explique l'avocat de BLC Robert Robert & Associates.

Avocat de formation, avec 20 ans d'expérience dans le « *global business* », Assad Abdullatiff, Managing Director d'Axis Fiduciary Ltd, déclare que si jamais Maurice figurait sur cette liste, « *it will undoubtedly have an impact on the flow of investment to Africa because European investors like to use Mauritius to invest in Africa* ». Et d'ajouter : « *Invariably, if we were to be on that list, we might see an impact on cross border investment going to the continent. People will find alternative jurisdictions to invest in Africa but their cost of business will increase.* »

Pourquoi Maurice figure-t-elle sur cette liste ? À cause de deux événements corrélés, répond Assad Abdullatiff. D'abord en février 2020, le GAFI a mis Maurice sur la liste grise (jurisdictions under

increased monitoring) et l'UE a utilisé une « *revised methodology* » pour identifier les pays à hauts risques. Cette nouvelle méthodologie a fait que l'UE a utilisé la liste du GAFI comme « *baseline* ». En gros, l'UE dit que n'importe quel pays identifié par le GAFI est « *presumed* » de représenter une menace pour l'UE. Mais il est important de souligner, que Maurice ne figure pas sur la liste noire du GAFI. Assad Abdullatiff explique qu'être sur la liste grise veut dire que les juridictions en question sont « *actively working* » avec le GAFI pour ajuster leurs déficiences. Puis, en juillet 2018, il y a eu le Mutual Evaluation Report de l'Eastern and Southern Africa Anti-Money Laundering Group (Esaamlg). Maurice a soumis son « *post evaluation report* » et le GAFI a vu que Maurice a fait des « *positive and tangible progress* ». C'est dans ce contexte que le Managing Director d'Axis trouve « *déplorable* » que l'UE ne fasse pas de distinction entre les pays sur liste grise du GAFI et ceux comme Maurice qui sont déjà en train d'adresser leurs déficiences et qui ont déjà fait pas mal de progrès dans ce sens. « *D'ailleurs, lorsque nous avons su que nous serions sur*

la liste grise, nous nous étions déjà embarqués dans un processus pour redresser la barre. Et les déficiences pointées du doigt ne concernent pas des questions techniques. Le GAFI veut surtout voir des preuves que le régulateur met en œuvre la « *risk supervision* », entre autres. »

Sur la question d'« *autonomous assessment* » évoquée par Jason Harel, Assad Abdullatiff insiste sur le fait que les instances européennes ont spécifié que « *the commission should conduct its own assessment and conduct its own exercise* ». Alors que dans le cas de Maurice, l'UE a placé Maurice sur la liste noire « *uniquement parce qu'on est sur la liste grise du GAFI* ». Le responsable d'Axis est d'avis que la raison pour laquelle Maurice est sur la liste de l'UE aurait pu être la même pourquoi on n'aurait pas été inclus sur cette liste. « *C'est une décision unilatérale et injuste qu'on ne peut pas expliquer. Alors que les économies du monde entier sont à genoux. Par ailleurs, les autorités doivent plaider auprès de l'UE pour revoir le timing de cette décision, alors que nous commençons à peine à redémarrer les activités économiques.* »

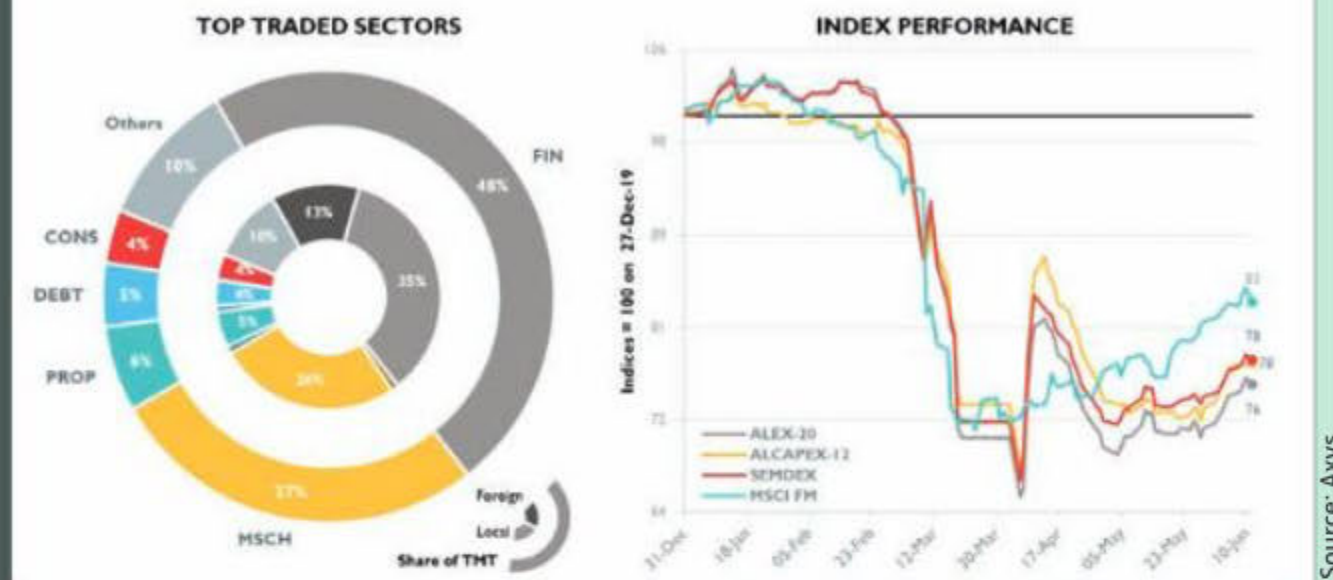
Nouveau AML/CFT Miscellaneous Bill en préparation

Pour Faraz Rojid, Head of financial services à l'Economic Development Board, Maurice a beaucoup fait pour prouver son engagement, en entreprenant des réformes importantes. Il affirme : « *We are determined to convince the UE to remove us from this list, we are engaging with all competent authorities for all resources needed.* » Il rappelle que le ministre des Finances a annoncé la mise en œuvre de mesures en vue de nous conformer aux exigences du GAFI d'ici septembre, avec notamment, un « *increased reporting of suspicious transactions* ». Et Faraz Rojid d'ajouter : « *We are doing all that is possible to get out of the list in a very speedy manner. A new AML/CFT Miscellaneous bill will be introduced and a dedicated and specialised financial court will be set up during this financial year.* »

Le chiffre de la semaine

MARKET TRADE & PERFORMANCE

YEAR-TO-DATE



Le sucre mauricien sur CNN

Plusieurs acteurs du secteur sucrier ont récemment évoqué les grands enjeux de l'industrie sur CNN, plus précisément dans la série *Marketplace Africa*, à travers un reportage intitulé « *The sugar industry isn't so sweet in Mauritius* ». Le planteur Hemet Sonoo a expliqué à la journaliste de CNN que « *we have been fighting for the last ten years, I don't think we have the energy to fight for ten more years; we have to start walking the talk.* »

Jacqueline Sauzier, secrétaire générale de la Chambre d'agriculture, a, elle, expliqué comment les prix du sucre ont dégringolé et

que 10 000 hectares de champs ont été abandonnés. Quant à André Bonieux, CEO d'Alteo, il a évoqué la perte de quelque 40% des revenus des producteurs, avec l'effondrement des prix du sucre. Commentant les difficultés actuelles, André Bonieux, souligne « *people hang on to their rights, people hang on to their habits, and these habits are so expensive and are killing the value chain. That is why we must reform the industry.* » Quant à Nicolas Maigrot, CEO de Terra, il dit que « *le pays ne peut vivre sans sucre et qu'il est impératif de trouver une solution.* »

MCB gagne en agilité grâce à Oracle Cloud

Le groupe MCB a complété la migration de ses systèmes informatiques Finance et HR sur Oracle Cloud, avec pour résultat des procédures optimisées et une plateforme informatique dernier cri, via des « *regular releases* ». Ses équipes informatiques peuvent désormais se concentrer pleinement sur les besoins et attentes des clients. Depuis la migration sur Oracle Cloud, la MCB a bénéficié de quatre « *updates* » en un an, mettant ainsi des outils modernes entre les mains de ses employés.

« *It is the first time that such a big proj-*

ect, a big infrastructure, was moved to the Cloud. It's now straightforward to tailor resources to our needs. Before, on a traditional infrastructure solution, it was much more complicated. With its Oracle Cloud HCM applications, MCB is reviewing employee objectives more regularly and adjusting goals as business priorities change throughout the year. Now we have the time, resources, and people to prioritize critical projects for the bank », explique Patrice Hervé, Head of IT.

Nouveauté : la pub par hologramme

Conçu par Ducorp XTM et Wakanda 4.0, Holo Pub est un projet novateur visant à redynamiser le monde de la publicité à Maurice, et ce à travers une technologie moderne : l'hologramme. « *Une publicité à effet holographique utilise des graphiques animés 3D et capte plus d'attention que des écrans numériques ou des affiches 2D* », dit James Duchenne, CEO de Ducorp XTM. L'effet holographique est visualisable à l'œil nu, sans avoir besoin de porter des lunettes spéciales.

Les plateformes où peuvent être projetés les hologrammes sont illimitées : cinémas, bars, événements privés, lancement de produit, conférences, Shopping Malls, etc. « *L'holographie ne cesse de faire ses preuves dans la communication, et représente une nouvelle tendance d'animation grand public. Les hologrammes ont une image futuriste et offrent une multitude de possibilités* », explique Benito Elisa, CEO de Wakanda 4.0. La première campagne de Holo Pub sera lancée le 1er juillet à La City Trianon Mall pour une durée de deux mois. Le prix de lancement est de Rs 3 500 par mois pour une couverture de 300 minutes.

Biodiversité : l'AFD lance une réflexion

Pour la préservation de la biodiversité dans la région sud-ouest de l'océan Indien, l'Agence française de développement (AFD) souhaite recueillir la vision et l'implication des acteurs privés. L'objectif est d'identifier les besoins, actions et lacunes en termes de protection, de préservation et de restauration de la biodiversité à l'échelle régionale. La région sud-ouest océan Indien est reconnue comme un « *hotspot* » mondial de biodiversité, avec un très important taux d'endémisme ainsi qu'un bon niveau général de préservation. Ces caractéristiques en font une priorité de conservation du point de vue de la biodiversité mondiale et les enjeux environnementaux dans cette région sont reconnus comme particulièrement forts. Le groupe AFD souhaite donc lancer un programme d'appui en faveur de la biodiversité (terrestre et marine), à l'échelle régionale et indopacifique. Il s'agit d'identifier des réponses concertées à des problématiques communes aux territoires de la zone, en cohérence voire en synergie avec les nombreux projets ou initiatives en cours dans la région, tout en visant des activités de coopération régionale pour la préservation de la biodiversité.